

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 21 NOVEMBRE 2022**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2

OBJET DE LA DECISION

N° 22/640

**ATTRIBUTION D'UNE
SUBVENTION
D'INVESTISSEMENT A
L'IFREMER POUR LA
REALISATION DU PROJET
"INNOV BIO MED CHANGE"
INSCRIT AU CPER 2021-2027
DE LA REGION SUD
PROVENCE-ALPES-CÔTE
D'AZUR - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Christian SIMON, Mme Geneviève LEVY.

ABSENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/640

BUREAU DU 21 NOVEMBRE 2022

**O B J E T : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION
D'INVESTISSEMENT A L'IFREMER POUR LA
REALISATION DU PROJET "INNOV BIO MED CHANGE"
INSCRIT AU CPER 2021-2027 DE LA REGION SUD
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR - AUTORISATION
DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n°20/07/71 du Conseil Métropolitain du 21 juillet 2020 portant adoption du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

VU les statuts de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le Contrat d'avenir Etat-Région en Provence-Alpes-Côte d'Azur 2021-2027 signé le 5 janvier 2021, se fondant sur le Contrat de Plan Etat Région (CPER) 2021-2027 et le Plan de relance,

VU la demande de subvention d'investissement de 200 000 € adressée par l'IFREMER le 16/12/2021,

VU l'avis favorable de la Commission Métropolitaine Innovation, Enseignement Supérieur et Recherche du 23 février 2022,

VU la convention de subventionnement, ci-annexée,

CONSIDERANT que le projet « INNOV_BIO_MED_CHANGE », porté par l'IFREMER a été retenu dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région 2021-2027 de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, volet Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation, Education,

CONSIDERANT que l'objectif de ce projet est de développer et d'intégrer des outils innovants d'observation et de restauration de la biodiversité, sur une base d'outils numériques ou robotisés de la côte au large, sur une zone côtière allant de Nice à la Camargue et s'étendant au large vers le centre du Golfe du Lion, la Corse et une large partie du Sanctuaire Pelagos,

CONSIDERANT que ce projet structurant pour le territoire métropolitain emporte l'adhésion de la Métropole au regard des enjeux qu'il représente, tant en matière de déploiement des outils numériques, qui seront mis en œuvre depuis la base marine de Brégaillon, qu'en matière d'ouverture à des projets portés par les acteurs économiques et académiques du territoire avec le concours du Pôle de Compétitivité Mer Méditerranée, Toulon Var Technologies Innovation et System Factory,

CONSIDERANT que la participation de la Métropole porte sur des opérations exclusivement développées sur le territoire de Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que le Budget Total du projet est évalué à 3 408 500 € conformément au plan de financement global suivant :

Dépenses en €	
Volet 1- Outils innovants d'observation et d'évaluation de la biodiversité marine	1 078 500
- 1.1 planeur sous-marin et de surface, Plancton	268 000
- 1.2 AUV léger côtier	60 000
- 1.3 analyseur / préleveur, génomique	602 607
- 1.4 conteneur biologique et instrumentations MVP, flowcam	147 893
Volet 2 – Outils pour la restauration et la protection de la biodiversité marine	1 010 000
- 2.1 outils d'observation efficacité écologique	100 000
- 2.2 outils pour la préservation des mammifères marins	150 000
- 2.3 outils analytique résilience écologique	760 000
Volet 3 – Outils d'immersion et de manipulation des données marines et sous-marines : halle numérique d'immersion, réalité virtuelle pour les données de biodiversité et d'océanographie	1 320 000
- 3.1 centre des opérations pour la télésience	207 000
- 3.2 espace vision immersive et réaliste virtuelle	332 500
- 3.3 zone tactique – système de visualisation interactif et collaborative 2D/3D de données géographiques	97 000
- 3.4 segment embarqué sur navire	95 000
- 3.5 logiciels	425 000
- 3.6 divers	163 500
Total	3 408 500

Recettes en €	
Etat	450 000
Région	520 000
CD 13	380 000
MPM	153 000
MTPM	200 000
IFREMER	700 000
UTLN	550 000
IRD	350 000
CNRS	105 500
Total	3 408 500

CONSIDERANT que la participation de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, arrêtée à 200 000 €, se répartit de la manière suivante :

- 80 000 € au titre des outils pour la restauration écologique, volet 2, établis sur une assiette de dépenses subventionnables de 1 010 000 € HT, soit un taux de participation de 7,9208 %, constituant la limite supérieure de la participation financière de la Métropole au financement du volet 2 du projet INNOV-BMC, et qui ne saurait faire l'objet d'une réévaluation,
- 120 000 € au titre de la création de la halle virtuelle, volet 3, établis sur une assiette de dépenses subventionnables de 1 320 000 € HT, soit un taux de participation de 9,0909 %, constituant la limite supérieure de la participation financière de la Métropole au financement du volet 3 du projet INNOV-BMC, et qui ne saurait faire l'objet d'une réévaluation,

CONSIDERANT que la subvention d'investissement est versée de manière échelonnée :

- un acompte de 70 % du montant de la subvention, soit 140 000 €, à réception de la présente convention signée par les parties,
- le solde de 60 000 € sur production du bilan financier définitif de l'opération signé par l'ordonnateur et le comptable (état définitif récapitulant l'intégralité des dépenses et les recettes, ainsi que l'état définitif des factures acquittées). Le Bénéficiaire devra enfin apporter la preuve de l'apposition du logo métropolitain dans tous ses documents d'information et de communication autour du projet, destinés au public,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER le projet INNOV_BIO_MED_CHANGE porté par l'IFREMER.

ARTICLE 2

D'APPROUVER les termes de la convention ci-annexée.

ARTICLE 3

D'APPROUVER le plan de financement global de l'opération évalué à 3 408 500 €.

ARTICLE 4

D'ATTRIBUER une subvention d'investissement de 200 000 € à l'IFREMER pour la réalisation du projet INNOV_BIO_MED_CHANGE.

ARTICLE 4

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer cette convention.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal de la Métropole en 2022, opération 1148, article 20415341, fonction 23.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 21 novembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR	14
CONTRE	0
ABSTENTION	0

CONVENTION ATTRIBUTIVE
D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT A L'IFREMER
POUR LA REALISATION DU PROJET INNOV_BIO_MED_CHANGE

CONTRAT DE PLAN ETAT REGION 2021-2027 DE LA REGION SUD
PROVENCE ALPES COTE D'AZUR
Volet Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation, Education

ENTRE

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, 107 bd Henri Fabre – 83 041 TOULON cedex 09, représentée par son président, **Monsieur Hubert FALCO**, agissant en vertu de la Décision Métropolitaine N° du , désignée ci-après le « Métropole TPM »,

ET

L'IFREMER, Centre Méditerranée situé Zone Portuaire de Brégaillon, CS 20330, 83507 La Seyne sur Mer, représenté par son Directeur Monsieur Vincent RIGAUD, dûment habilité à cet effet, désigné ci-après « IFREMER ».

La Métropole TPM et l'IFREMER sont ci-après individuellement ou collectivement dénommés la ou les « Partie(s) ».

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Le domaine de la transition environnementale constitue l'un des défis majeurs du 21^e siècle inscrit au plan climat de la Région : adaptation aux changements globaux, gestion durable des écosystèmes méditerranéens marins, cultivés et forestiers, risques naturels sur la biodiversité, qualité de l'eau et de l'air. La création d'outils d'observation en temps réel de la faune et de la flore marines qui revêtent une fonction d'alerte en direction des scientifiques, des citoyens et des décideurs publics, constitue à ce titre, un enjeu majeur pour le territoire.

Le projet INNOV-BMC propose, dans ce droit fil, de développer et d'intégrer des outils innovants d'observation et de restauration de la biodiversité, sur une base d'outils numériques ou robotisés de la côte au large, sur une zone côtière allant de Nice à la Camargue et s'étendant au large vers le centre du Golfe du Lion, la Corse et une large partie du sanctuaire PELAGOS.

Dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région (CPER) 2021-2027 de la Région Sud Provence Alpes Côte-d'Azur, l'IFREMER s'engage à réaliser le projet INNOV_BIO_MED_CHANGE projet pour un coût global prévisionnel de 3 408 500 € HT.

Ce projet réalisé par l'IFREMER s'inscrit dans le volet Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation, Education du Contrat de Plan Etat Région 2021-2027 de la Région Sud Provence Alpes Côte-d'Azur.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de la participation de la Métropole TPM à la réalisation du projet « INNOV_BIO_MED_CHANGE » à la Seyne sur Mer, Base Marine de Brégaillon, par l'IFREMER.

Par la présente convention, l'IFREMER s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les travaux et les aménagements nécessaires à la réalisation de son projet.

ARTICLE 2 : Financement du projet

En vertu de la décision n° _____ du Bureau Métropolitain du 21 novembre 2022, le montant total de la subvention accordée par la Métropole TPM à l'IFREMER pour la réalisation de son projet inscrit dans le CPER 2021-2027 de la Région Sud Provence Alpes Côte-d'Azur, est de **200 000 €**.

La participation de la Métropole TPM, portant sur des opérations exclusivement développées sur le territoire métropolitain, se répartit de la manière suivante :

- 80 000 € au titre des outils pour la restauration écologique, volet 2, établis sur une assiette de dépenses subventionnables de 1 010 000 € HT, soit un taux de participation de 7,9208 %, constituant la limite supérieure de la participation financière de la Métropole au financement du volet 2 du projet INNOV-BMC, et qui ne saurait faire l'objet d'une réévaluation,
- 120 000 € au titre de la création de la halle virtuelle, volet 3, établis sur une assiette de dépenses subventionnables de 1 320 000 € HT, soit un taux de participation de 9,0909 %, constituant la limite supérieure de la participation financière de la Métropole au financement du volet 3 du projet INNOV-BMC, et qui ne saurait faire l'objet d'une réévaluation.

Les crédits sont votés et libérés en 2022.

Plan de financement global du projet :

Dépenses en € HT	
Volet 1- Outils innovants d'observation et d'évaluation de la biodiversité marine <ul style="list-style-type: none"> - 1.1 planeur sous-marin et de surface, Plancton 268 000 - 1.2 AUV léger côtier 60 000 - 1.3 analyseur / préleveur, génomique 602 607 - 1.4 conteneur biologique et instrumentations MVP, flowcam 147 893 	1 078 500
Volet 2 – Outils pour la restauration et la protection de la biodiversité marine <ul style="list-style-type: none"> - 2.1 outils d'observation efficience écologique 100 000 - 2.2 outils pour la preservation des mammifères marins 150 000 - 2.3 outils analytique resilience écologique 760 000 	1 010 000
Volet 3 – Outils d'immersion et de manipulation des données marines et sous-marines : halle numérique d'immersion, réalité virtuelle pour les données de biodiversité et d'océanographie <ul style="list-style-type: none"> - 3.1 centre des operations pour la télécience 207 000 - 3.2 espace vision immersive et réaliste virtuelle 332 500 - 3.3 zone tactique – système de visualisation interactif et collaborative 2D/3D de données géographiques 97 000 - 3.4 segment embarqué sur navire 95 000 - 3.5 logiciels 425 000 - 3.6 divers 163 500 	1 320 000
Total	3 408 500

Recettes en € HT	
Etat	450 000
Région	520 000
CD 13	380 000
MPM	153 000
MTPM	200 000
IFREMER	700 000
UTLN	550 000
IRD	350 000
CNRS	105 500
Total	3 408 500

ARTICLE 3 : Modalités de versement de la subvention et présentation des pièces justificatives

La subvention d'investissement est versée de manière échelonnée :

- un acompte de 70 % du montant de la subvention, soit **140 000 €**, à réception de la présente convention signée par les parties,
- le solde de **60 000 €** sur production du bilan financier définitif de l'opération signé par l'ordonnateur et le comptable (état définitif récapitulant l'intégralité des dépenses et les recettes, ainsi que l'état définitif des factures acquittées). Le Bénéficiaire devra enfin apporter la preuve de l'apposition du logo métropolitain dans tous ses documents d'information et de communication autour du projet, destinés au public.

Toutes les pièces justificatives doivent être datées et signées par le Président ou par la personne dûment habilitée à engager l'organisme, et préciser le nom et la qualité du signataire.

Le compte-rendu financier est règlementairement constitué d'un tableau des dépenses

et des recettes affectées à la réalisation du projet subventionné. Il fait apparaître les écarts éventuels, exprimés en euros et en pourcentage, constatés entre le budget prévisionnel du projet et les réalisations.

L'état des factures acquittées doit comporter l'objet, le montant HT et TTC, la référence, la date et l'émetteur de la facture ainsi que les modalités de paiement (date, référence et mode de paiement).

Le montant définitif de la subvention sera calculé au prorata du montant des dépenses justifiées et retenues, rapportées au montant subventionnable et dans la limite de la subvention votée, conformément à l'article 2 de la présente convention.

Si les dépenses justifiées et retenues s'avèrent inférieures au montant subventionnable, le montant définitif de la subvention est déterminé au prorata des dépenses justifiées par le bénéficiaire et retenues par la Métropole TPM, rapporté au montant subventionnable dans la limite de la subvention votée.

Dans l'hypothèse où la subvention ainsi recalculée était inférieure aux acomptes versés avant le paiement du solde, un titre de recette sera établi par la Métropole afin d'ajuster le montant de la subvention.

ARTICLE 4 : Suivi et évaluation de l'opération

L'IFREMER tiendra informée la Métropole TPM de l'état d'avancement de l'opération. A ce titre, elle s'engage à :

- informer la Métropole TPM à chaque étape de l'opération,
- produire, pendant la durée de la présente convention, des certificats d'avancement de travaux,
- produire à l'achèvement de l'opération, un bilan d'exécution au plan technique et financier HT et TTC et le procès-verbal de réception des travaux,
- informer sans délai la Métropole de tout retard pris dans l'avancement du projet et à en mesurer l'impact.

ARTICLE 5 : Entrée en vigueur de la convention et délai de validité de la subvention

La présente convention entre en vigueur, après signature par les deux parties, à sa notification à l'IFREMER, et reste en vigueur jusqu'à l'exécution définitive de la subvention.

L'IFREMER dispose d'un délai **de trois ans** à compter de la date de notification de la présente convention pour réaliser le projet subventionné et transmettre l'ensemble des pièces justificatives.

Si l'IFREMER constate un retard dans la réalisation du projet subventionné, elle peut demander une prorogation du délai de validité de la subvention concernée. Pour cela, elle doit adresser à la Métropole TPM une demande argumentée au moins six mois avant l'expiration du délai de validité de la subvention.

La demande de prorogation fera alors l'objet d'un vote des instances délibérantes de la Métropole TPM, avant l'expiration du délai de validité de la subvention.

ARTICLE 6 : Communication

L'IFREMER s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels (information sur le chantier, plaque inaugurale, information et communication autour du projet...) le soutien apporté par la Métropole TPM, en utilisant notamment le logo TPM en vigueur, la charte graphique étant consultable et téléchargeable sur le site internet www.metropletpm.fr.

ARTICLE 7 : Modification de la convention

Les éventuelles modifications, notamment en ce qui concerne la nature des travaux, le planning de réalisation ou encore le plan de financement, feront l'objet d'une révision de la convention par avenant.

Dans l'éventualité où le projet d'avenant est rejeté par l'une ou l'autre des parties, la convention initiale s'applique sauf à être résiliée conformément aux dispositions de l'article 8.

ARTICLE 8 : Résiliation de la convention

En cas de non-respect des obligations énoncées dans la présente convention, la résiliation de celle-ci pourra être demandée, et notamment en ce qui concerne les hypothèses suivantes :

- non réalisation de l'opération conformément aux objectifs initiaux,
- utilisation des sommes attribuées par la Métropole TPM non conforme à l'objet de la subvention,
- absence d'information suffisante de la Métropole TPM,
- non-respect de l'article 6 relatif à la communication.

En cas de manquement par l'une des parties aux obligations convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

En cas de résiliation par la Métropole TPM, cette résiliation mettra fin à l'aide apportée par la Métropole TPM et donnera lieu au reversement des sommes allouées.

Les deux parties pourront également, d'un commun accord, mettre un terme à la présente convention en déterminant conjointement les modalités de cette résiliation.

ARTICLE 9 : Politique de gestion des données personnelles

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et

Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'établissement, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande, sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus, la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole Toulon Provence Méditerranée collecte vos données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'actions relevant de la compétence Innovation, Enseignement Supérieur et Recherche.

Destinataires des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent votre demande, aux membres de la commission Innovation, Enseignement Supérieur et Recherche, et si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés seront conservés pendant 4 années pour la partie instruction et suivi de l'exécution. Les durées de conservation en matière de mandatement correspondent aux obligations légales en vigueur pour les questions de comptabilité publique.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de votre vie privée, la Métropole Toulon Provence Méditerranée prend toutes mesures appropriées, pour assurer la sécurité et la confidentialité de vos données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courriel : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à : M. le Délégué à la Protection des Données – Métropole TPM, 107 bd, Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL :

- Sur le site Internet de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>
- Par courrier postal à : CNIL – 3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 Paris Cedex 07

ARTICLE 10 : Tribunal compétent en cas de litige

En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la convention, les parties s'efforceront de rechercher un accord amiable.

En cas de désaccord persistant, le litige sera porté à l'appréciation du tribunal administratif de Toulon seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation et à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 11 : Caractère exécutoire de la convention

La présente convention ne sera exécutoire qu'après signature par les deux parties et notification à l'IFREMER.

Fait en deux exemplaires, à Toulon le

Pour l'IFREMER

Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

**Le Directeur du Centre Méditerranée
Vincent RIGAUD**

**Le Président
Hubert FALCO**

